

[lisulf.html](#) SF023
précédent [SF022](#)
suivant sera SF024

Science et Francophonie

Mars 2013 No 023

Paraissant le 25 août 2012

Version du 25 VIII 2012 21h20 HAE

Màj8I2013***** **

Rédacteur en chef Pierre Demers Science et Francophonie paraît en ligne.
Paraît sous l'autorité de la LISULF. Ligue Internationale des Scientifiques pour
l'Usage de la Langue Française.

Il n'y a pas d'abonnement. SVP versez votre **cotisation 2012** votre chèque en ce
début d'année:

25 \$ ou 25 Euros, étudiant 10\$ ou 10 Euros, corporatif 200\$ ou 200 Euros chèque à
LISULF, 1200 Latour, ST. Laurent H4L 4S4 Qc.

Et vous serez assuré de recevoir S&F en ligne. Copie autorisée et encouragée avec
mention de l'origine.

MM Mmes les bibliothécaires, vous êtes invités à prendre **des copies papier** et à
les mettre sur les présentoirs.

Et ensuite en archives SVP.

***Voudriez-vous confirmer que vous le faites effectivement ? Bibliothèques
nationales et autres.**

Traduction interdite : interdiction de traduire les articles de rédaction.

INSN.0825.9879. Éditions PUM.

Presses Universitaires de Montréal.

Bureau de la LISULF voyez <http://er.uqam.ca/nobel/c3410/SF007bis.htm>

Patrick Demers, Informaticien en résidence. Maurice Day, graphiste. Hélène
Trudeau, grammairienne.

--

LISULF corporation aux buts non lucratifs buts : promouvoir l'usage du français
en science et autrement, et l'accès du Québec à l'indépendance; enregistrée sous
la loi du Québec et reconnue pour fins d'impôt par le gouvernement du Canada à
Ottawa RPF No d'enregistrement QC 0600643 - 21 - 08. Reçu pour fins d'impôt
(Québec - Canada). Enregistrée France, Belgique. Dépôt BN Québec,
Canada, France, Belgique.

*Élections Québec 2012,
Les questions de la LISULF*

Partis, Candidats, svp RÉPONDREZ
Aux questions amicales de la
LISULF.

Science et Francophonie. Contenu du No 023, février 2013
paraissant le 25 VIII 2012, No SF023

Mars 2013 No 023

Élections du 4 septembre 2012 au Québec

Aux Partis, aux Candidats

*Les Questions, la Question de la LISULF

La Rédaction

Abolissez les Prix du Québec scientifiques....

Marie-Victorin, Armand Frappier, Wilder-Penfield.

**Abolition des Prix du Québec scientifiques. Suite 1.

La Rédaction.

Notre question, notre liste d'adresses

Français, Europe Unie, Québec, la dissuasion nucléaire, les communes.

*** Correspondance LISULF.

D. Beaulieu, Bernier, Demers, Salon.

Vie de la LISULF.

****Une enquête de l'ACFAS.

Mémoires : 1°. Mouvement Québec français, 2°. LISULF

Échos et ODJ.

Sur la toile informatique.

*****À FORUM de l'Université de Montréal

Pierre Demers.

Librement en français. Dominique Beaulieu. Jacques Boucher, Jean-Claude Guédon, Marie Lambert-Chen, Papyrus, Robert-Émery Prud'homme.

Vie de la LISULF. Bureau élargi.

***** *PV et rapports en 2012

Bureau de la LISULF

Échos et ODJ du 27VIII2012.

Avenir du Québec.

***** **Québec, puissance atomique?

Nous attendons une réponse de Guy Arbour ing. (NON Amyot)

Comment voter ?

***** ***Merci M. Charest!

Jean Charest, Pierre Demers, Le Devoir, Daniel Roy.

Vous nous dirigez sur Pauline Marois!

FN, racisme et Francophonie

***** ****L'OIF à Kinshasa en octobre 2012 ?

Dominique Beaulieu

***** *******Votre cotisation 2012.**



Élections du 4 septembre 2012 au Québec

Aux Partis, aux Candidats

***Les Questions, la Question de la
LISULF**

La Rédaction

Abolissez les Prix du Québec scientifiques....

Depuis des dizaines d'années, le Québec décerne ses prestigieux Prix du Québec officiels au vocables de Marie-Victorin, Armand Frappier et Wilder Penfield à des Québécois en récompense pour leur œuvre dans leurs publications scientifiques. Or ces publications sont rarement dans la langue officielle. Il en résulte des conséquences dans la vie scientifique et dans la vie de tous jours.

La LISULF propose une mesure concrète, une seule. Voulez-vous appliquer cette mesure concrète et temporaire? D'autres mesures sont possibles et en découleraient.

**Que les Prix du Québec scientifiques
soient abolis jusqu'à ce qu'ils puissent**

recruter des candidats présentant des dossiers en français entièrement et uniquement y compris les publications originales. Ni en anglais ni bilingues.

Le français est la langue officielle unique sur le territoire du Québec. Le législateur n'a jamais établi une exception pour la langue des sciences, pas plus que pour les affaires de l'Ungava, l'affichage public ou le commerce alimentaire. Quiconque au Québec le droit et le privilège de vivre et de gagner sa vie en communiquant oralement et en rédigeant en français. Rien n'interdit par ailleurs de se documenter dans toute autre langue. Les Prix du Québec sont un acte officiel du Québec. Publications scientifiques : nous recommandons l'usage de la toile informatique.

Plus bas une discussion plus détaillée de ce projet.

La LISULF remercie d'avance les partis et les candidats qui voudront bien répondre, l'aidant ainsi dans son travail patriotique.

À l'adresse que voici.
c3410@er.uqam.ca :



Marie-Victorin, Armand Frappier, Wilder-Penfield.

**** Abolition des Prix du Québec
scientifiques. Suite 1.**

La Rédaction.

Notre question, notre liste d'adresses

La DGEQ nous a fait parvenir la liste suivante « des (6) principaux partis ». On a trouvé 4 adresses courriels

Coalition avenir Québec: 418-800-600v info@coalitionavenirquebec.org,

Parti Libéral du Québec: 418-688-8910

Option nationale: 819-415-0876

Parti québécois: 418-263-5104 courriels@pq.org,
Parti Vert du Québec: 514-303-7750 info@pvq.qc.ca,
Québec solidaire: 514-278-9014 info@quebecsolidaire.net,

Autres.
pqulaval@cnjppq.org, sansparti@gmail.com,

Nous prions ces diverses formations politiques de diffuser le présent message à leurs candidats.

Les 125 députés actuellement en poste. Référence
<http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/index.html>



**Français, Europe Unie, Québec, la dissuasion nucléaire,
les communes.**

***** Correspondance LISULF.
D. Beaulieu, Bernier, Demers, Salon.**

De Dominique Beaulieu, 23VIII2012

Si les gens tiennent à une Europe unie et fédérale, je pourrais être favorable à l'idée mais aux conditions suivantes :

- 1) Le français est la langue officielle et commune de la fédération, mais la communication avec le public se fait dans n'importe quelle langue nationale.
- 2) Le président français est le président de la fédération, désigne et révoque les membres du gouvernement.
- 3) Tout député, ministre, fonctionnaire et professionnel de la fédération doit être capable de travailler en français.
- 4) La fédération se retire de l'OTAN.
- 5) La France garde son veto à l'ONU.
- 6) La France élit les 2/3 des députés de la fédération.
- 7) La fédération, sous l'égide de la France, augmente son arsenal nucléaire.
- 8) Le français est la langue officielle de la fédération dans tous les domaines où une communication internationale est nécessaire, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières.
- 9) Si un traité international va à l'encontre d'une loi de la fédération, cette dernière prévaut.

- 10) Il est interdit à la fédération et à tout état membre de faire partie d'un organisme international où le français n'est pas une langue officielle et de travail à parité avec la plus favorisée de n'importe quelle autre langue.
- 11) Il est interdit à la fédération et à tout état membre de signer et de ratifier un traité international qui ne soit pas, dans sa version originale, en français et dont la version française ne fait pas, au minimum de façon égale, authentiquement foi.
- 12) Dans leurs fonctions officielles, les représentants des états membres utilisent leur langue nationale ou le français.
- 13) Toute personne recevant une partie de ses revenus, directement ou indirectement de la fédération ou d'un état membre, doit utiliser sa langue nationale ou le français dans ses activités nationales et internationales rattachées à ses fonctions : publications, conférences, séminaires, etc., qu'il y ait un système de traduction ou non.
- 14) La fédération retourne toute correspondance en provenance des gouvernements étrangers qui ne soit pas en français.

Je crois qu'avec ça on a déjà un bon début.

Dominique

P.S. Demande permission de transmettre notre correspondance au Front National.

De : SALON [albert.salon0702@orange.fr]

Date d'envoi : 23 août 2012 02:36

À : Dominique Beaulieu; pierre_demers@sympatico.ca; 'ASULF'

Cc : 'Demers Patrick'; 'Sauvé Marcel'; Claude-hagege@wanadoo.fr;

jdemers@webdino.com; 'Mario_SSJB Beaulieu'; 'De Kinder Louis'; 'MauriceDay Day';

'Auger Pierre'; carrier.pierre@gmail.com; 'Leroux-Demers Thierry'; 'Julien Cassaigne';

'Saint-Denis Yves'; 'Trudeau Hélène'; 'Gilles RHEAUME'; 'Gauthier, Francois';

jacberger@yahoo.fr; 'Denis Monière'; 'DENIS VAUGEOIS'

Objet : RE: Le grand oublié : le français : UNE CAMPAGNE à l'ECHELLE COMMUNALE

D'Albert Salon, 23VIII2012

UNE CAMPAGNE à l'ECHELLE COMMUNALE

Cher Monsieur

Nous avons autant de vendus et de collabos chez nous, auxquels il faut ajouter les gens non vendus qui voient encore un idéal, un Graal, dans l'Europe fédérale, malgré tous les déboires politiques, économiques, sociétaux, qu'ils subissent de la forme actuelle (UE), caricaturale et "US-impériale", de cette Europe qui fut un espoir au temps de leur jeunesse ...

Mais avoir en quelques semaines ou mois une centaine de communes encore saines et patriotes, voire moins d'une centaine s'il se trouve parmi elles des villes emblématiques (Vézelay, Alésia, Donrémy, Orléans, Colombey, Versailles...), de grands symboles nationaux de grandeur ou de résistance, l'intérêt des médias, nourri et relayé par toutes nos associations et divers mouvements plus politiques, viendrait assez vite, et l'effet boule de neige serait atteint.

Est-ce impossible au Québec, pays du vote spontané de la municipalité d'Hérouxville ? Il suffit, dans bien des cas, d'un élu influent, faiseur d'opinion, pour entraîner tout un conseil municipal. Ce sont ces élus influents qu'il faut débusquer et

encourager. Beaucoup de nos militants ont de ces élus dans leur manche droite ou gauche...

Bon courage !
Cordialement. Albert Salon.

De Dominique Beaulieu, 22VIII2012

UNE CAMPAGNE à l'ECHELLE COMMUNALE

Bonne idée!

Mais dans plusieurs villes au Québec, des politiciens vendus et collabos, pour avoir quelques votes des anglophones et allophones, vont préférer s'abstenir.

Ex : http://fr.wikipedia.org/wiki/St%C3%A9phane_Gendron

D'Albert Salon, 22VIII2012

UNE CAMPAGNE à l'ECHELLE COMMUNALE

Cher Président, chers amis

Et si la campagne électorale au Québec était une bonne occasion de faire voter sur la langue française des municipalités en nombre aussi grand que possible, en commençant par les plus emblématiques par leur histoire, par leur participation au combat pluriséculaire du Canada français puis du Québec pour sa survie et sa langue, et par les grands hommes qu'elles ont pu voir naître et nourrir sur leur territoire ?

Je vous remets en PJ le dossier de la grande opération que nous essayons de monter et réussir en France sur ce thème-là. Il semble que des amis italiens vont essayer de monter une opération analogue pour la langue italienne en Italie.

L'idée est de faire parler les communes, de donner ce canal d'expression à la volonté nationale et au sentiment populaire que nos dirigeants vassaux de l'empire empêchent de s'exprimer sur le plan national. On a bien vu en France comment en 2008 un pouvoir vassal a fait voter par sa majorité parlementaire un texte quasi identique au projet de "Constitution Giscard" que les Français - puis les Hollandais - avaient bien clairement rejeté dans leurs referenda de mai et de juin 2005 !

L'idée de nos 40 associations - les mêmes qui avaient porté notre grande manifestation du 18 juin 2011 au Quartier latin - a été inspirée par deux évènements sans lien apparent entre eux :

- 1) le vote à retentissement presque mondial de la commune québécoise d'Hérouxville sur les fameux "accommodements raisonnables" et le code de conduite plein de bon sens populaire à appliquer aux immigrés musulmans ; - 2) le vote spontané, non suggéré par nos associations, de Grigny (10.000 habitants, dans le Rhône, conseil municipal à majorité Front de Gauche !...), accessible par un lien dans la pièce jointe.

Que le bon sens populaire et l'instinct de survie de la Nation s'expriment par les communes, faute de pouvoir le faire par les canaux nationaux appropriés, par des élections où les questions vitales ne sont pas posées, mais au contraire occultées avec le plus grand soin !... Trois, dix, cent, cinq cents communes qui votent en ce sens, et nous avons une montée médiatique progressive, un choc national !...

Il suffit que des gens déterminés et persuasifs entreprennent les maires et conseillers municipaux qui sont à leur portée, dans toutes les régions du pays, en Montérégie comme dans le Saguenay, en Gaspésie comme dans l'Abitibi-Témiscaminque...

En France, nos militants vont tenter de réveiller et soulever pour la cause du français des communes un peu partout, et, dans des villes emblématiques, entreprendre maires et conseillers de Vézelay, de Senlis, de Strasbourg, de Versailles, de Lyon, de Dole (ville de Pasteur), de Villers-Cotterêts (bien sûr : ville de l'ordonnance de François 1er et ville des trois Dumas, dont les deux Alexandre !...), d'Alise-Ste-Reine (Alésia), de Fontenoy, de Castillon, de Pau (ville de Henri IV et de Saint-Castin), de Saint-Malo (ville de Jacques Cartier, de Mahé de Labourdonnais, des frères Surcouf...), de Donrémy, de Vaucouleurs, de Chinon, de Patay, d'Orléans, de Reims, de Rouen, de Colombey-les-Deux-Eglises...Il n'en manque pas ! Et Paris actuellement encore martyrisé finirait peut-être par se libérer "par lui-même, par son peuple"...

Haut les cœurs !

Amicalement. Albert Salon.

De Pierre Demers, 21VIII2012

UNE CAMPAGNE à l'ECHELLE COMMUNALE

À : ASULF

Re:

Le grand oublié : le français

Oui, le soutien !

Amical, Pierre Demers il est 23h47 HAE 21VIII2012

Je vois le bureau :

Serge BOUCHARD

Secrétaire Léone TREMBLAY

Trésorier Christian HÉBERT

Membres Alain BÉLANGER

Jean-Guy LAVIGNE

Gilles LEVASSEUR

Claude MALTAIS

France SALVAILLE

Pierrette VACHON-L'HEUREUX

Fondateur et président honoraire Robert AUCLAIR

De Gaston Bernier, 21VIII2012

Le 21 août 12 à 10:30, ASULF a écrit :

ASSOCIATION POUR LE SOUTIEN ET L'USAGE
DE LA LANGUE FRANÇAISE

Personne morale constituée en 1986 sous le nom de Association des usagers de la langue française, en vertu de la IIIe partie de la Loi sur les compagnies (chap. C-38)

Fondateur et président honoraire : Robert Auclair ;

NDLR. Le souligné est de rédaction.

Vie de la LISULF.

**** **Une enquête de l'ACFAS.**
Mémoires : 1°. Mouvement Québec français,
2°. LISULF
Échos et ODJ.

1°

Mouvement Québec français

1. Informations sur l'organisation

Nom de l'organisation

Mouvement Québec français

Description de la mission de l'organisation

À FAIRE

Identité et coordonnées complètes de la personne représentant l'organisation

Monsieur Mario Beaulieu, président

Mouvement Québec français

82, rue Sherbrooke Ouest

Montréal (Québec) H2X 1X3

Téléphone : (514) 843-8851

Télécopieur : (514) 844-6369

Identité et coordonnées

Mouvement Québec français

82, rue Sherbrooke Ouest

Montréal (Québec) H2X 1X3

Téléphone : (514) 843-8851

Télécopieur : (514) 844-6369

2. Questions de consultations établies par le MDEIE

Quelles nouvelles approches ou changements significatifs seraient à privilégier pour permettre aux acteurs de la recherche et de l'innovation, de réaliser des activités de recherche de calibre international tout en maximisant l'impact sur la société québécoise?

La recherche et l'innovation se fait en bonne partie dans les universités, les cégeps et les centres de recherche. Pour faire de la recherche et de l'innovation, ça prend des gens formés et qualifiés. Pour avoir un impact sur la société québécoise, les résultats de recherche et d'innovation doivent être communiqués. Nous répondrons donc aux questions sous l'angle de la formation, de la recherche et de la communication des résultats.

En aucun cas, sous aucun prétexte, l'objectif de « réaliser des activités de recherche de calibre international » ne doit être interprété de façon à :

- 1) Favoriser la création de programmes bilingues ou anglophones dans les universités francophones.
- 2) Remettre en question le statut du français comme unique langue de travail dans les centres de recherche du gouvernement du Québec, qu'il y ait présence d'étrangers ou non dans les unités de recherche.
- 3) Tolérer que l'anglais devienne une langue de travail dans les universités francophones, i.e. une langue de communication usuelle entre les étudiants et entre les étudiants et leurs professeurs, qu'il y ait présence d'étrangers ou non.
- 4) Tolérer que l'anglais soit accepté, comme c'est le cas aujourd'hui, comme langue de rédaction du mémoire et de la thèse sur la simple acceptation du directeur. Le français doit être obligatoire en tout temps, que l'étudiant maîtrise ou non la langue française. Dans ce dernier cas, l'université lui donnera le support nécessaire et retiendra les services d'un correcteur.
- 5) Tolérer que les résultats soient publiés en primeur et uniquement dans les revues scientifiques anglophones.
- 6) Tolérer que les chercheurs présentent leurs travaux en primeur et uniquement dans les conférences anglophones.
- 7) Tolérer qu'une autre langue que le français soit utilisé dans les réunions sous prétexte que des participants ne comprennent pas le français; il faut savoir choisir ses collaborateurs au bon endroit.

Quels sont les domaines (ex.: sciences de la vie, aérospatiale, innovation sociale, art et média, etc.), les enjeux sociétaux (ex.: développement durable, vieillissement de la population, etc.) et les enjeux économiques (ex.: productivité, compétitivité, etc.) qui devraient être priorités par la SQRI et pourquoi (ex.: masse critique de personnel hautement qualifié présente au Québec, avantage compétitif du Québec, leadership mondial, etc.)?

En aucun cas ces enjeux ne doivent prévaloir sur le caractère francophone du Québec, de sa recherche et de son innovation. Toute mesure allant à l'encontre du rayonnement international du Québec comme chef de file de la Francophonie et comme chef de file de la recherche de calibre mondial en français doit être strictement prohibée et, le cas échéant, sévèrement sanctionnée.

La masse de personnel hautement qualifié peut être augmentée de plusieurs manières. Dans le cas du recrutement international, on doit porter attention aux dérapages suivants :

- 1) **Plusieurs étudiants étrangers de maîtrise et de doctorat se font carrément dire par des universités francophones, ou par des compatriotes dans des universités francophones, que la recherche peut se faire en anglais et qu'ils peuvent rédiger leurs travaux en anglais. Exemple : Université Laval.**
- 2) **Plusieurs universités francophones imposent une connaissance de l'anglais pour la diplomation dans certaines disciplines alors que dans d'autres disciplines, les mêmes universités n'imposent pas la connaissance du français pour la diplomation. Exemple : Université Laval.**
- 3) **La politique d'usage du français concernant les étudiants non francophones est systématiquement violée. Quand la politique prévoit l'imposition de correctifs en cas de lacunes marquées, elle n'est dans les faits que peu ou pas appliquée et aucun mécanisme de surveillance n'est prévu. Exemple : Université Laval.**
- 4) **Des universités francophones, comme les HEC et l'Université Laval, se prostituent en créant des programmes unilingues anglais dans le but d'attirer une clientèle étrangère.**

Quelles mesures particulières devraient être mises en place afin de maximiser l'impact de la recherche et de l'innovation sur ces priorités?

Afin de favoriser le recrutement international on devra mettre sur pied programme intensif d'immersion française, avant le début de chaque session, trois fois par année, d'une durée de 8 semaines. Ce programme est adapté à la spécialité des étudiants. Il n'est pas question ici d'apprendre à acheter un billet d'autobus ou à commander au café au restaurant. Il est question de permettre aux étudiants non francophones de pouvoir suivre leur programme d'études et de suivre les cours dans leur spécialité.

Quels sont les enjeux majeurs auxquels le Québec est confronté en ce qui a trait à son positionnement international en recherche et innovation?

Faire du français la seule langue de la recherche au Québec et la langue unique de publication des travaux de recherches.

Faire rayonner le français comme grande langue scientifique et technique internationale.

Créer un effet d'entraînement dans d'autres pays francophones ayant pour conséquences l'augmentation de la demande des professeurs de français dans le monde et des traducteurs francophones. Cet effet créera une demande pour des professeurs et des ouvrages québécois.

Quels moyens la SQRI devrait adopter pour faire face à ces enjeux?

Créer, par l'intermédiaire des centres de recherche et des universités, des revues spécialisées internationales et des congrès scientifiques internationaux dans toutes les disciplines scientifiques. Les chercheurs du gouvernement du Québec, du

domaine public, du domaine parapublic ou ayant un quelconque support de l'État devront publier et présenter leurs travaux en primeur dans ces revues et ces congrès.* Une collaboration et une répartition avec les pays de la Francophonie est à considérer. Pour toute demande de subvention ou pour toute considération à la remise d'un prix de l'État, seules les publications dans ces revues, dans des revues francophones, dans des revues multilingues seulement si l'article est rédigé en français, seront considérées.

Comment la prochaine SQRI pourrait-elle :
Améliorer la performance de ce dispositif?

Faciliter les liens entre les producteurs et les utilisateurs de connaissances?

Rendre une connaissance intermédiaire du français obligatoire pour l'obtention d'un bac, d'une maîtrise ou d'un doctorat, même dans les universités anglophones, afin que les futurs travailleurs qualifiés puissent communiquer avec les producteurs de connaissances. Comment en effet un chercheur de McGill, s'il n'est pas fonctionnel en français, peut-il collaborer avec une entreprise québécoise soumise à la Charte de la langue française et dont la seule langue de travail est le français, en vertu de la Loi?

Renforcer le soutien en matière de valorisation, de transfert et d'utilisation des résultats de la recherche, qu'elle soit technologique ou sociale?

Création de revues spécialisées qui vulgarisent en français les résultats.

Quels moyens la SQRI devrait-elle mettre en œuvre, pour accélérer davantage le développement d'une telle culture de l'innovation, chez les différents acteurs de la société québécoise?

Cette question déborde le mandat de notre organisme.

(5) Selon vous, ces mesures visent-elles les bonnes cibles?

Afin de maximiser l'impact et la valeur ajoutée du soutien public aux efforts d'innovation et l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des entreprises, quelles sont vos recommandations?

Publier les résultats de recherche en français limite les possibilités de plagiat du monde anglo-saxon, en plus de donner la primeur aux entreprises du monde francophone, ce qui ne peut qu'aider à notre compétitivité.

3. Questions de consultation établies par l'Acfas

(1) Quels sont les deux ou trois grands principes qui devraient sous-tendre une politique de la recherche et de l'innovation?

Une politique d'utilisation du français en sciences doit impérativement y être intégrée et doit obligatoirement être suivie. Cette politique ne doit comporter aucune échappatoire possible. Une surveillance et un contrôle devront être effectués, tant de l'interne que de l'externe.

(2) Quelles devraient être les orientations et les priorités du Fonds Recherche Québec (FRQ), afin de développer la recherche et l'innovation, les collaborations recherche – milieu, l'intersectorialité et la relève scientifique?

Comme mentionné, l'atteinte de cet objectif ne doit pas compromettre le caractère francophone de la recherche et de l'innovation québécoises.

(3) Quelles dispositions devrait prendre le gouvernement du Québec afin d'outiller le mieux possible les chercheurs québécois dans leur participation à des recherches internationales?

Variation l'offre de cours en langues étrangères dès le secondaire permettrait à nos chercheurs d'établir des contacts hors des sentiers battus du monde anglo-saxon et de ses satellites. Des chercheurs québécois fonctionnels en chinois et en russe pourraient établir plus facilement et intimement des contacts et des collaborations avec les autres grandes puissances.

(4) Quelles pourraient être des sources publiques de financement de la recherche publique, à part celles déjà existantes?

Cette question déborde le mandat de notre organisme.

(5) Y a-t-il d'autres enjeux ou priorités que vous souhaiteriez mettre de l'avant?

On remarque que dans ce genre de consultation, la question linguistique est passée sous silence. Si nous n'avions pas déposé de mémoire, est-ce qu'un autre organisme aurait soulevé cette question ou bien tout le monde a peur de se faire accuser de faire de la politique lorsqu'il est question de langue? Un coup de barre s'impose afin de corriger le tir et de cesser les dérives actuelles.

NDLR

Une seule critique.

■ Plutôt que la création de revues papier, la LISULF recommande que les chercheurs utilisent la toile informatique. Réf. À FORUM de l'Université de Montréal infra.

=====

2°.

LISULF

Version du 15VIII2012 23h56 HAE

Mémoires à l'ACFAS

**en réponse à son appel consultation sur
l'
Établissement
D'une nouvelle politique de recherche et d'innovation**

1- Informations sur l'organisation

La réponse pour l'ensemble de la partie 1 est limitée à 2000 caractères, espaces comprises.

- **Nom de l'organisation**
- **Description de la mission de l'organisation**
- **Identité et coordonnées complètes de la personne représentant l'organisation**
- **Identité et coordonnées**

LISULF Ligue internationale des scientifiques pour l'usage de la langue française.

Sous la partie 3 de la loi sur les compagnies du Québec en 1979, organisation aux buts non lucratifs.

Promouvoir l'usage du français en sciences et autrement et l'accès du Québec à l'indépendance

Pierre Demers, physicien, président de la LISULF Ligue Internationale
des Scientifiques pour l'Usage de la Langue Française,
ancien collaborateur de Frédéric Joliot-Curie et de Marie-Victorin,
professeur honoraire,
D. Sc. Physiques (Paris) 1950
Agrégé des sciences physiques
ancien élève de l'École Normale Supérieure rue d'Ulm,
membre émérite de l'ACFAS,
Membre d'honneur de l'Académie Lorraine des Sciences
Académie Québécoise des Sciences,
MSRC
Prix Joseph-Papin-Archambault
<http://er.uqam.ca/nobel/c3410/lisulf.htm>
c3410@er.uqam.ca

<http://er.uqam.ca/nobel/c3410/quebecium.htm>

514 747 2308

1200 Latour, Saint-Laurent Qc H4L 4S4

2- Questions de consultation établies par le MDEIE

La réponse pour l'ensemble des 5 questions de la partie 2 est limitée à 12 000 caractères, espaces comprises.

LE RÔLE DE LA RECHERCHE PUBLIQUE ET PRIVÉE

La recherche publique et privée génèrent des impacts importants dans le développement scientifique, sociétal et économique du Québec. Ainsi, le Québec vise l'excellence en recherche et en ce sens :

(1) Quelles nouvelles approches ou changements significatifs seraient à privilégier pour permettre aux acteurs de la recherche et de l'innovation, de réaliser des activités de recherche de calibre international tout en maximisant l'impact sur la société québécoise?

LES ENJEUX ET PRIORITÉS DE LA NOUVELLE SQRI

Le Québec souhaite maximiser l'impact de la recherche et de l'innovation au profit de la population et de l'économie québécoise. Pour ce faire, il est impératif de faire des choix qui permettraient de conserver son leadership mondial ou de se hisser à ce niveau :

(2) Quels sont les domaines (ex.: sciences de la vie, aérospatiale, innovation sociale, art et média, etc.), les enjeux sociétaux (ex.: développement durable, vieillissement de la population, etc.) et les enjeux économiques (ex.: productivité, compétitivité, etc.) qui devraient être priorisés par la SQRI et pourquoi (ex.: masse critique de personnel hautement qualifié présente au Québec, avantage compétitif du Québec, leadership mondial, etc.)?

Appel à mémoires – En vue de l'établissement d'une nouvelle politique...

Dernière mise à jour 26/06/2012

5

• Quelles mesures particulières devraient être mises en place afin de maximiser l'impact de la recherche et de l'innovation sur ces priorités?

• Quels sont les enjeux majeurs auxquels le Québec est confronté en ce qui a trait à son positionnement international en recherche et innovation?

• Quels moyens la SQRI devrait adopter pour faire face à ces enjeux?

LE DISPOSITIF DE LIAISON, VALORISATION ET TRANSFERT EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET D'INNOVATION QUÉBÉCOIS

Le Québec a mis en place un dispositif pour soutenir les acteurs du système québécois d'innovation dans leurs activités de liaison, de valorisation et de transfert des résultats de la recherche vers les utilisateurs, les milieux de pratiques et le marché. À cet effet :

(3) Comment la prochaine SQRI pourrait-elle :

• Améliorer la performance de ce dispositif?

• Faciliter les liens entre les producteurs et les utilisateurs de connaissances?

• Renforcer le soutien en matière de valorisation, de transfert et d'utilisation des résultats de la recherche, qu'elle soit technologique ou sociale?

LA CULTURE DE L'INNOVATION

Pour développer au Québec une culture de l'innovation qui favorise la créativité et l'attitude ouverte et critique à l'égard des avancées scientifiques, il est nécessaire :

• d'assurer un dialogue science et société dynamique;

• une meilleure compréhension entre les différents acteurs (université, entreprise, gouvernement, société civile, etc.) et enfin;

• la disponibilité d'une relève en recherche et innovation compétente et en nombre suffisant.

(4) Quels moyens la SQRI devrait-elle mettre en oeuvre, pour accélérer davantage le développement d'une telle culture de l'innovation, chez les différents acteurs de la société québécoise?

Appel à mémoires – En vue de l'établissement d'une nouvelle politique...

Dernière mise à jour 26/06/2012

6

LE SOUTIEN À L'INNOVATION DANS LES ENTREPRISES

Outre les divers crédits d'impôt reliés aux dépenses de recherche et développement, le gouvernement du Québec a mis en place diverses mesures pour soutenir les efforts de recherche et d'innovation et l'amélioration de la productivité des entreprises.

Ces mesures se répartissent globalement entre le soutien direct à des projets portés par les entreprises et au soutien à des organismes dédiés à appuyer les efforts des entreprises.

(5) Selon vous, ces mesures visent-elles les bonnes cibles?

Afin de maximiser l'impact et la valeur ajoutée du soutien public aux efforts d'innovation et l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des entreprises, quelles sont vos recommandations?

==

Tout ce texte me paraît plus embarrassant qu'invitant.

Cet "Appel" me plonge dans la réflexion et je m'y perds. Mais je ne peux m'empêcher de vous livrer des commentaires.

Je vous écris avec une liberté tempérée par ma qualité de membre émérite de l'ACFAS et au titre de porte-parole de la LISULF.

L'ACFAS pouvait difficilement refuser de procéder à cet appel venant de l'autorité constituée de l'État québécois ou de ce qui en tient lieu, c'est un témoignage que l'ACFAS est devenue de son côté une autorité reconnue, presque séculaire. Un peu et beaucoup comme la SSJBM.

Mais devant vous quel est donc cet interlocuteur gouvernemental?

Il s'appelle MDEIE:

Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

Ni recherche, ni science, ni savoir, ni éducation.

L'objectif commercialisation. Le vrai chercheur ne veut pas commercialiser, il veut trouver et découvrir. Il se retire du jeu quand sa découverte est devenue exploitable.

Notre président actuel le prof. Noreau a tenu des propos semblables.

Dans une telle perspective, que fera-t'on des commentaires recueillis? Rien n'annonce qu'ils seront publiés ou mis en pratique.

Création d'un Ministère adéquat.

En France, il y a Enseignement supérieur et recherche.

On verrait bien, je verrais bien que l'interlocuteur gouvernemental soit, ce qui reste à créer, un ministère de la recherche scientifique, cette dernière notion acquérant sa place parmi les espérances de notre société.

Ce serait un interlocuteur et une tutelle valables

L'objet du débat.

Vers une nouvelle Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation (SQRI) donnant un cadre de réflexion. Très commercial, très commercialisant. Très bien, une intention louable, mais ce n'est pas la vocation de l'ACFAS d'agir comme conseiller commercial. Et surtout, de dépendre d'un ministère à intentions commerciales insistantes.

C'est déjà beaucoup que l'ACFAS ait dû accepter depuis des lustres la classification des savoirs imposée par le MDEIE, qui néglige les sciences fondamentales

Je vois **L'objet du débat** dans une liste de domaines de savoirs telle que celle qui sert à la RS&DE fiscale du Québec et qui provient de l'ARC. En voici le début.

<http://www.cra-arc.gc.ca/F/pub/tg/t4088/t4088-11f.html> - tc22

Annexe 1 – Codes du domaine de la science ou de la technologie

Veillez lire les instructions à la ligne 206 de la Partie 2 de ce guide.

1. Sciences exactes et naturelles

Mathématiques

- . 1.01.01 - Mathématiques pures
- . 1.01.02 - Mathématiques appliquées
- . 1.01.03 - Statistique et probabilité
- ...

La langue française et l'indépendance du Québec.

Je vous invite à lire et à relire ce qui a paru, sous diverses signatures dont la mienne, concernant 1 la science en français, 2 le français en science, le français à l'exclusion du bilinguisme anglais-français; et 3, l'accès du Québec à l'indépendance dans Science et Francophonie, * surtout les Nos 022 et précédents et suivants à venir. Voyez <http://er.uqam.ca/nobel/c3410/lisulf.htm>

La réalisation des objectifs 1 et 2 nous paraissent être une condition préalable et à peu près indispensable à la réalisation de l'objectif 3. La condition sine qua non.

Les objectifs 1 et 2, dans une observation superficielle de notre société, peuvent paraître insignifiants et sans poids politique à côté des contrats de voirie ou miniers et de l'économie du Grand Nord. Ils concernent, exclusivement semble-t-il, des groupes studieux et nécessairement discrets, qui font pourtant partie d'une élite, dont la carrière est dépendante d'un culte attentif de la vérité et par là hautement respectables et même intouchables. Une élite liée à l'éducation supérieure, source puissante d'idées et de doctrines qui mènent le monde. Ils ne sont pas une poignée d'originaux ou de dilettantes plus ou moins faméliques et ridiculisés comme il y a cent ans; ils sont de nos jours des

milliers au Québec, choyés par les pouvoirs et ils professent dur comme fer que en dehors de la soumission à l'anglais langue internationale de la création scientifique originale, c'est la sottise et la catastrophe, qu'il n'y a pas de survie.

S'il se trouve des scientifiques professant et pratiquant des principes différents, j'aimerais qu'ils se manifestent, comme l'a fait récemment Dominique Beaulieu à l'Université Laval. - La vulgarisation scientifique au Québec, en revanche, est prospère.

Dans cette perspective, on comprend fort bien que les objectifs 1 et 2 soient occultés par les partisans et les profiteurs satisfaits du statu quo linguistique de facto constitutionnel et que ce silence généralisé fasse croire aux patriotes québécois qu'il vaut mieux les ignorer dans le débat politique. La prospérité de notre vulgarisation scientifique peut induire erreur, satisfaction et indifférence chez des observateurs superficiels ou inattentifs.

Je propose une mesure concrète. D'autres mesures sont possibles et en découleraient.

Que les Prix du Québec scientifiques soient abolis jusqu'à ce qu'ils puissent recruter des candidats présentant des dossiers en français entièrement et uniquement y compris les publications originales. Ni en anglais ni bilingues.

Le français est la langue officielle unique sur le territoire du Québec. Le législateur n'a jamais établi une exception pour la langue des sciences, pas plus que pour les affaires de l'Ungava, l'affichage public ou le commerce alimentaire. Quiconque au Québec le droit et le privilège de vivre et de gagner sa vie en parlant et en rédigeant en français. Rien n'interdit par ailleurs de se documenter dans toute autre langue. Les Prix du Québec sont un acte officiel du Québec.

3- *Questions de consultation établies par l'Acfas

La réponse pour l'ensemble des 5 questions de la partie 3 est limitée à 12 000 caractères, espaces comprises. Il n'est pas obligatoire de répondre à toutes les questions.

(1) Quels sont les deux ou trois grands principes qui devraient sous-tendre une politique de la recherche et de l'innovation?

(2) Quelles devraient être les orientations et les priorités du Fonds Recherche Québec (FRQ), afin de développer la recherche et l'innovation, les collaborations recherche – milieu, l'intersectorialité et la relève scientifique?*

(3) Quelles dispositions devrait prendre le gouvernement du Québec afin d'outiller le mieux possible les chercheurs québécois dans leur participation à des recherches internationales?*

(4) Quelles pourraient être des sources publiques de financement de la recherche publique, à part celles déjà existantes?*

*(5) * Y a-t-il d'autres enjeux ou priorités* que vous souhaiteriez mettre de l'avant?*

En français uniquement,...

Ces questions offrent un cadre fortement orienteur, et orienteur dans le sens des valeurs admises dans l'intérêt de la science très patriotique des Américains. Ce cadre est un carcan dont il faut se dégager. Une réponse malgré tout, je la formule, texte identique à plus haut.

Je propose une mesure concrète. D'autres mesures sont possibles et en découleraient.

Que les Prix du Québec scientifiques soient abolis jusqu'à ce qu'ils puissent recruter des candidats présentant des dossiers en français entièrement et uniquement y compris les publications originales. Ni en anglais ni bilingues.

Le français est la langue officielle unique sur le territoire Québec. Le législateur n'a jamais établi une exception pour la langue des sciences, pas plus que pour les affaires de l'Ungava, l'affichage public ou le commerce alimentaire. Quiconque au Québec le droit et le privilège de vivre et de gagner sa vie en parlant et en rédigeant en français. Rien n'interdit par ailleurs de se documenter dans toute autre langue. Les Prix du Québec sont un acte officiel du Québec.

Et les Américains et d'autres étrangers apprendront le français pour savoir et ne rien manquer de ce que nos savants ont découvert.

Présentement, je leur dis « ïourè teuloç » ! Bons saluts. J'arrête. Davantage et mieux plus tard si cela est possible. Saluts à quiconque me lit.

--

* 23VIII2012 Additions. *Innovation recherches internationales* Ces questions sont partie du cadre fortement orienteur que j'évoque.

sources publiques de financement Ces sources doivent devenir entièrement contrôlées et alimentées par le Québec, entre autres rapatrier les crédits à la recherche et à la RS&DE distribués au Québec par un gouvernement étranger, celui d'Ottawa et leur distribution. Voir sur ce sujet mes interventions auprès de la très fédéraliste ACP Association Canadienne des Physiciens dans SF passim.

Priorités Je crois que le présent texte constitue bien une réponse à cet article (5) de 3-

==

Une réaction de l'ACFAS.

De Dirwimmer, Julie [julie.dirwimmer@acfas.ca] 8 août 2012 09:10

Bonjour monsieur Demers,

En premier lieu, je vous remercie pour votre intérêt sur cette question capitale qu'est la nouvelle politique de recherche et d'innovation au Québec. Je comprends vos interrogations quant au mandat qui nous a été confié par le MDEIE, mais soyez assuré que le Comité en charge de cette consultation veille à ne pas perdre de vue ses objectifs. Dans notre appel à mémoires, nous avons veillé à bien séparer les questions en deux parties : celles issues du MDEIE dans le cadre du mandat qui nous a été confié, et celles issues de l'Acfas, qui ont été conçues de manière totalement indépendantes. Nous déposerons donc deux rapports : un rapport produit dans le cadre du mandat du MDEIE et un autre rapport présentant la vision et les propositions de l'Acfas.

Nous n'avons reçu que peu de mémoires pour le moment, mais je peux doré et déjà vous signaler que certains d'entre eux comprennent une suggestion similaire à la vôtre, à savoir de créer un ministère de la recherche.

Avec mes meilleures salutations,

Julie Dirwimmer

- 30 -

○

○

Sur la toile informatique.
******* À FORUM de l'Université de**
Montréal
Pierre Demers.

Librement en français. Dominique Beaulieu. Jacques Boucher, Jacques Boucher, Jean-Claude Guédon, Marie Lambert-Chen, Papyrus, Robert-Émery Prud'homme.

Bonjour FORUM, en ce nouveau début d'année studieuse!
Voudrez-vous publier le texte qui suit, identique à mon envoi à vous le 6 juin, plus un ajout daté d'aujourd'hui 19VIII2012?
Saluts Pierre Demers professeur honoraire, président de la LISULF.
il est 17h34HAE dimanche 19VIII2012

Début du message réexpédié :

De : Demers Pierre <c3410@er.uqam.ca>
Date : 6 juin 2012 21:59:18 HAE

À : forum@umontreal.ca, Lac Travers <jacques.boucher@lac-travers.com>
Objet : Forum4VI2012Commentaire

<http://www.nouvelles.umontreal.ca/recherche/valorisation-de-la-recherche/20120604-la-publication-savante-en-crise.html>

Marie Lambert-Chen

Saluts.

Merci de publier dans Forum.

====

Lettre à la Rédaction de FORUM

Courrier du lecteur.

par Pierre Demers professeur honoraire, président de la LISULF.

Madame Marie Lambert-Chen, Forum du 4VI2102

Votre article "La publication savante en crise" m'intéresse parce que la LISULF depuis 1979 fait la promotion de la publication en français par nos scientifiques, alors que le titre d'un petit livre "Le français chassé des sciences" reste vrai 32 ans après sa parution en 1980. Selon notre avis en 2012, le remède est la libre utilisation de la toile informatique par chacun, en français.

Vous le dites bien et je vous cite.

"Le libre accès est en quelque sorte un système parallèle à celui de l'édition savante classique qui a pris son envol avec l'arrivée du Web."

Vous signalez cette possibilité, réalisée dans le cadre de sites comme ArXiv de l'Université Cornell, de Surfaces de Jean-Claude Guédon et de Papyrus à l'Université de Montréal. Vous référez à Open Access Journal.

Elle est sympathique pour des raisons financières, mais elle a des aspects linguistiques importants pour l'Université de Montréal, car elle favorise l'usage du français, ce que vous pourriez mettre en évidence dans Forum.

Ce que nous recommandons précisément est encore plus simple et à la portée de tous nos chercheurs scientifiques; chacun d'eux a un ordinateur devant lui. Rien ne lui interdit d'écrire son texte et, après une autocensure aidée par les collègues, l'adresser à sa liste de correspondants. C'est précisément ce que pratiquent les chercheurs du CERN à Genève depuis plus de 20 ans, en anglais.

Et qu'est-ce qui les empêcherait alors de publier leurs découvertes en français? Rien?

Un argument est que les revues papier acceptant des articles en français sont introuvables. C'est ce que nous a mentionné le professeur Robert-Émery Prud'homme, chimiste, Prix du Québec. Mais l'argument est devenu caduc. Nous l'avons invité à de prendre la tête d'un vaste mouvement de retour à l'usage du français dans les publications savantes dans les établissements universitaires du Québec.

Rien? Ou alors, l'obstacle serait-il un sentiment préjugé fort répandu, que si c'est en français, "c'est probablement de qualité inférieure". Que l'anglais est la langue

internationale des sciences (et aussi de la gestion et des affaires des grandes entreprises, la langue du prestige). Que les collègues anglophones seront mécontents, se plaindront surtout s'ils ne savent pas un mot de français.

Quant à ces derniers, ma réponse est toute prête. Elle est inspirée par l'anagramme que constitue le nom de Marguerite Yourcenar. La voici, phonétiquement écrite. " îourè teuloç ". Ils comprendront.

Voyez Science et Francophonie, périodique de la LISULF, qui a dépassé les 100 parutions, en principe 4 fois par année, le site Académie Québécoise des Sciences, le tout étant accessible sur la toile en cherchant LISULF et en suivant les liens.

Vive donc l'Université de Montréal et sa science pouvant désormais être commodément en français et montrer fièrement à nos compatriotes le chemin de notre libération nationale.

=

Réf. nouvelles.umontreal.ca/forum 6VI2012 21h50 HE
bcrp.umontreal.ca

Ajout le 19VIII2012, 17h HAE

Nous connaissons bien l'ASULF Association des usagers de la langue française, président actuel Gaston Bernier, qui se donne pour mission de défendre la qualité de la langue française dite publique. La langue de nos chercheurs scientifiques dans leurs publications pourrait exercer son attention à l'avantage général, si ce n'était l'obstacle existentiel, qu'elle n'est pas en français.

Le prof Prud'homme a signalé ce problème dans la conclusion d'une lettre au Devoir <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/341056/la-replique-la-science-en-anglais-une-langue-commune-pour-se-comprendre>

La voici.

"Dans ce contexte, la question ultime est celle de notre capacité future à discuter de science en français: serons-nous encore capables de le faire dans 20 ans? Même si, à mon avis, pour échanger nos résultats et nos méthodes, nous devons utiliser la langue internationale commune dans nos conférences et articles scientifiques, il faut conserver des tribunes où le français est dynamiquement utilisé. Sinon, dans quelques années, nos cours devront être donnés en anglais ou en charabia, c'est-à-dire dans un mélange de français et d'anglais."

Forum est remarquablement discret sur le thème de l'usage du français en sciences. Je suppose qu'il attend, pour intervenir utilement, une occasion propice. Or l'initiative de l'ACFAS en cours datée du 15 du présent mois pourrait lui fournir l'occasion attendue. En effet, sur la demande du MDEIE, l'ACFAS a lancé des invitations à lui soumettre tous mémoires sur l'avenir de la recherche en réponse à 2 questions, l'une du MDEIE et l'autre de l'ACFAS elle-même.

PD



Dominique Beaulieu a commenté le passage en bleu ci-dessus en ces termes.

Il risque de répondre "Pas le temps, déjà occupé, je ne m'embarque pas dans des débats futiles perdus d'avance".

"Et qu'est-ce qui les empêcherait alors de publier leurs découvertes en français? Rien?"

Qu'est-ce qui? Le voici quoi :

- 1) Diminution du nombre de lecteurs
- 2) Diminution de la notoriété et du rayonnement
- 3) Diminution du bassin des collaborateurs potentiels
- 4) Diminution du nombre de citations
- 5) Diminution du nombre de publications dans des "revues réputées et de haut niveau" lorsque vient le temps de postuler pour un prix, une bourse ou un poste
- 6) Diminution du bassin des experts pour l'évaluation d'un projet
- 7) Diminution du bassin de recrutement des étudiants
- 8) Plusieurs étudiants ne connaissent pas le français
- 9) Plusieurs collaborateurs ne connaissent pas le français
- 10) L'anglais est plus répandu que le français
- 11) L'anglais est plus facile que le français
- 12) C'est un combat politique des nostalgiques
- 13) Nous faisons de la science, pas de la politique

Dominique Beaulieu, B. Ing., M. Sc.
Étudiant au doctorat en génie électrique



Vie de la LISULF. Bureau élargi.
******* *PV et rapports en 2012**
Bureau de la LISULF
Échos et ODJ du 27VIII2012.

[<Procès verbal 4-06-2012.docx>](#)

Procès-verbal de la réunion du 4 juin 2012 au 1200 rue Latour, Saint-Laurent
Étaient présents : Pierre Demers, Hélène Trudeau, Yves Saint-Denis, Maurice Day.
René-Marcel Sauvé nous a avisé de son absence.

Suite à une demande de Yves Saint-Denis président de la Section Ludger Duvernay de la SSJBM de lui octroyer un montant de 1000\$ pour l'organisation d'une activité lors du Forum mondial de la langue française FMLF le 2 juillet à Québec, un chèque de 1000\$ lui a été remis par Pierre Demers. (voir demande écrite en annexe).

FORUM MONDIAL DE LA LANGUE FRANÇAISE, du 2 au 6 juillet 2012 à Québec.
Pierre Demers pose la question à savoir, où est le programme des activités à Québec le 2 juillet et qu'advient-il de la publication d'un quart de page de la SSJBM pour laquelle nous avons octroyé un montant de 3000\$ pour y insérer le logo de la LISULF ?

Subito, Maurice Day téléphone à Gérard Pelletier qui nous envoie, sur le champ par internet, copie de l'annonce couleur qui sera publiée dans Le Monde diplomatique de juillet (en kiosque fin juin)

Levée de la réunion.

Maurice Day, secrétaire en l'absence de René-Marcel Sauvé.

Section Ludger-Duvernay

Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, H2X 1X3

Yves Saint-Denis, président - saintdenis@sympatico.ca – 613-632-7576

« Je suis fils de ces vieux Normands qui aimaient tant l'Angleterre... qu'ils l'ont prise. »

Président Pierre Demers
Trésorier Maurice Day
LISULF

Messieurs,

Je viens finalement formuler la demande officielle d'un soutien financier de 1 000 dollars, tel que déjà proposé lors de la dernière réunion de la LISULF.

Je fais valoir à nouveau que ce long délai a été engendré par les incertitudes du programme d'action de la SSJB de Montréal, auquel l'activité de notre Section Ludger-Duvernay désirait se greffer, dans le cadre d'un forum parallèle au FMLF. J'ai donc pris certaines initiatives et je suis allé passer quatre jours à Québec (11-15 avril) afin de concrétiser notre démarche. Les deux courriels ci-joints, des 7 février et 4 avril derniers fournissent certains paramètres de notre projet.

Nous avons réservé une salle et les services de l'ÉNAP (École Nationale d'Administration Publique) au coût de 475 \$. Nous pourrions y livrer les extraits de grands discours tenus lors des deux premiers *Congrès de la langue française* (1912 et 1937), y compris des discours de scientifiques. Nous avons aussi réservé les cinq chambres de notre ami Robert Bertrand qui offre Couette et café au 305, rue Dorchester, près de l'ÉNAP, au coût de 75 \$ chacune la nuitée. Nous avons aussi réservé des chambres de motel plus loin pour ceux qui ont un véhicule à un coût semblable. Nous prévoyons être huit orateurs, en sus du maître de cérémonie qui sera Gilles Rhéaume. Bien sûr, les frais s'élèveront à quelques milliers de dollars, d'autant plus que quelques participants passeront comme moi plusieurs jours à Québec, mais chacun contribuera évidemment de ses propres deniers. Toutefois, nous considérons comme majeure la contribution de la LISULF, envers laquelle nous demeurerons profondément reconnaissants. En outre, nous serons là, dans les rues de Québec, pour porter les pancartes de *Pasteur parlait français* et, à l'intérieur de l'ÉNAP, pour dresser les panneaux de la LISULF.

Avec toute notre reconnaissance,

Yves Saint-Denis, Ph. D.

<demande Y,Saint-Denis.jpg>

<SSJB Le Monde v7.pdf>4

**Convocation ODJ lundi 27VIII2012 15h à 18h Siège social LISULF 1200
Latour**

Le Bureau élargi

danielroy.cpa@videotron.ca
bgaston1@videotron.ca,
albert.salon0702@orange.fr,
patrickdemers100@hotmail.com,
jrmsau@videotron.ca,
Claude-hagege@wanadoo.fr,
jdemers@webdino.com,
mbeaulieu@ssjb.com,
louisdekinder@videotron.ca,
mauriceday@videotron.ca,
pierre_auger@sympatico.ca,
carrier.pierre@gmail.com,
thierry@lehockey.ca,
cassaigne@iml.univ-mrs.fr,
saintdenis@sympatico.ca,
helene_1@sympatico.ca,
dominique.beaulieu.4@ulaval.ca,
gpelletier@ssjb.com
et Pierre Demers c3410@er.uqam.ca

ODJ

0. Thème brûlant les élections Qc.

00. PV précédente par MDay

000. Échos du Forum parallèle au FMLF2012 à Québec.

0000. Santé à JRM Sauvé.

00000. Trésorerie cotisation =11.

000000. Maurice Day et Michèle: eu 4 au 23 IX Allemagne, Tchéquie, Hongrie.

1. Statut de citoyen du Québec, carte de citoyenneté, langue française, anglos et 1res nations. Carte de citoyenneté nécessaire pour voter, proposition vers 1998 par Pierre Demers dans Le Devoir. Réf. PQ et PM, SSJB. Loi Facal 2001.

2. Index SF: SF1 à SF023. Pierre Auger 300\$.

3. SF023.

4. Questions posées aux candidats. (SF022)

5. Question posée aux candidats: (SF023) abolir les Prix du Québec.

6. Question posée à Forum Univ, de M. : toile et libre publication en français.

7. Question posée à Forum bis : indexation dans le répertoire BNQ. Réf. Hélène Trudeau.

8. ACFAS et MDEIE enquête et mémoires Vigile (Dominique Beulieu) et LISULF (Pierre Demers).

9. Projet CBP **Compagnons de la bonne parole**, Réaction ASULF, et SSJB?

10. Projet Salon des communes de France et des municipalités du Québec, les alerter..

Votre présence ou votre avis.

A Mme Trudeau 450 659 43415, svp avertir Ernest Parent le papier 450 654 4351

Saluts Pierre Demers 514 747 2308 il est 16h30 le jeudi 23VIII2012





Avenir du Québec.

***** ** Québec, puissance
atomique?

Nous attendons une réponse de Guy Arbour ing.
(NON Amyot)

NDLR. Guy Arbour ing. s'est signalé comme Directeur de l'ACFAS, puis comme gestionnaire de l'Ordre des ingénieurs du Québec, il a créé le projet Securad concernant le stockage et la possible réutilisation du combustible nucléaire usagé. Il s'est intéressé, en y allant sur place, au développement de l'Ungava québécois.
<http://www.securad.com/accueil.cfm>

Nous lui avons demandé une réponse à la question posée ci-dessus "Québec, puissance atomique?" (de demain). Le Québec aurait avantage à posséder une CEAQ commission de l'atome québécois, qui aurait toute autorité sur l'étude, le financement et la réglementation de la science de l'atome pure et appliquée sur son territoire.

La France possède une usine où on traite le combustible usagé, située près du [cap de la Hague](#), sur les communes de [Jobourg](#), [Omonville-la-Petite](#), [Digulleville](#) et [Beaumont-Hague](#), au nord-ouest de la pointe de la [péninsule du Cotentin](#) à 25 kilomètres à l'ouest de [Cherbourg \(Manche\)](#)

Références. <http://www.areva.com/FR/activites-1118/areva-la-hague--recyclage-des-combustibles-uses.html>,

http://fr.wikipedia.org/wiki/Usine_de_retraitement_de_la_Hague



Loi 101.

***** *** Prix du Québec.

Pauline Marois, Pierre Demers

Élections

Le PQ instaurerait une Loi 101 plus mordante

Agence QMI

Marianne White

12/08/2012 09h43 - Mise à jour 12/08/2012 10h45



Pauline Marois

Photo Annie T Roussel / Agence QMI

Pauline Marois

Photo Annie T Roussel / Agence QMI

MONTREAL - Un gouvernement du Parti Québécois déposerait une nouvelle Loi 101 plus mordante dans les 100 premiers jours d'un mandat.

Aussi sur [Canoe.ca](#):

[Jean Charest veut renforcer la Loi 35](#)
[Legault dévoile le programme de son parti](#)

Sur le Journal de Montréal: [Dossier complet des élections](#)

Pauline Marois a indiqué que la loi serait débattue et mise en application quelque part dans la première année de son accession au pouvoir.

Elle a également présenté une série de mesures de protection de la langue qu'elle compte adopter : abolition des écoles passerelles, application de la Loi 101 aux cégeps, plus de pouvoirs à l'Office québécois de la langue française (OQLF) afin de contrer l'affichage en anglais et application de la Loi 101 pour les entreprises de 11 à 50 employés.

«Notre objectif, c'est d'augmenter la connaissance du français, l'utilisation du français partout dans nos institutions, dans nos commerces, dans nos écoles», a dit la chef du PQ en point de presse à Montréal, dimanche matin.

Elle a par ailleurs indiqué qu'un gouvernement du PQ allait revoir les exceptions à la Loi 101 qui sont accordées aux grandes entreprises, comme Bombardier et la Banque Nationale par exemple, qui transigent avec beaucoup de clients à l'étranger.

«Je crois qu'il faut revoir tout ça, voir là où il y a des lacunes, là où il y a des corrections à apporter», a-t-elle dit.

La chef du PQ a noté qu'elle ne comptait pas empêcher les entreprises de s'adresser à ses clients étrangers en anglais ou dans une autre langue.

«Mais une fois qu'il a fermé le téléphone, je crois que, dans son entreprise, au Québec, ça doit se passer en français», a-t-elle ajouté, précisant qu'un gouvernement du PQ n'agirait pas avec précipitation à cet égard.

=====

De Pierre Demers, le 12VIII2012-08-25

À Mme Marois,

Mme Marois,

Je remarque votre déclaration sur la loi 101 ce matin dimanche 12VIII2012. (Ci-dessus).

Je vous en félicite et je vous encourage.

(Dans vos intentions, « institutions », cela comprend-il les universités ?*)

Que ferez-vous pour le français dans les publications scientifiques de nos universitaires et d'autres qui résident au Québec? Le Parti Québécois l'Acadie s'est prononcé sur ce

sujet il y a plusieurs années.

La LISULF a formulé la recommandation suivante auprès de l'ACFAS, qui entreprend ces jours-ci une vaste enquête à la demande du MDEIE.

Que les Prix du Québec scientifiques soient abolis jusqu'à ce qu'ils puissent recruter des candidats présentant des dossiers en français entièrement et uniquement y compris les publications originales. Ni en anglais ni bilingues.

En ajoutant que les publications de nos scientifiques devraient se faire désormais sur la toile informatique.

Cette disposition nous apparaît comme une étape décisive qui entraînerait le nécessaire virage au français, langue officielle du Québec, dans nos établissements d'enseignement supérieur. Tel usage est la clé de son usage généralisé dans tous les domaines.

C'est précisément la suggestion primordiale que je vous ai proposée, l'unique fois où j'ai eu l'avantage de vous rencontrer, en juin 2011,

Seriez-vous favorable à sa réalisation?

Veillez vous référer à Science et Francophonie, entre autres le numéro le plus récemment paru SF022 et le prochain à paraître SF023, etc.

Avec mes respects.

Pierre Demers, physicien, président de la LISULF Ligue Internationale
des Scientifiques pour l'Usage de la Langue Française,
ancien collaborateur de Frédéric Joliot-Curie et de Marie-Victorin,
professeur honoraire,
Agrégé des sciences physiques
ancien élève de l'École Normale Supérieure rue d'Ulm,
membre émérite de l'ACFAS,
Membre d'honneur de l'Académie Lorraine des Sciences
Académie Québécoise des Sciences,
MSRC
Prix Joseph-Papin-Archambault

Rédacteur en chef de Science et Francophonie
<http://er.uqam.ca/nobel/c3410/lisulf.htm>

<http://er.uqam.ca/nobel/c3410/quebecium.htm>

c3410@er.uqam.ca
514 747 2308
1200 Latour
Saint-Laurent Qc
H4L 4S4

8XI1914-

<http://er.uqam.ca/nobel/c3410/?M=D>

photo

<http://er.uqam.ca/nobel/c3410/PhotoPierreDemers.jpg>



Comment voter ?

******* *** Merci M. Charest!**

**Jean Charest, Pierre Demers, Le Devoir,
Daniel Roy.**

Vous nous dirigez sur Pauline Marois!

Charest joue la carte d'un référendum caché

La Presse canadienne 14 août 2012 Élections 2012

Pauline Marois a plié les genoux devant les extrémistes de son parti et prépare un référendum en catimini, a soutenu Jean Charest, hier.

Le chef libéral a cité à l'appui de sa thèse les informations rapportées par La Presse canadienne selon lesquelles le Parti québécois « mettra le pied sur l'accélérateur » à grand renfort de fonds publics s'il forme le gouvernement le 4 septembre.

Avec l'argent des contribuables, le comité d'étude sur la souveraineté entend accélérer ses travaux afin de préparer l'argumentaire pour la tenue d'un troisième référendum.

M. Charest a accusé son homologue du PQ de « cacher ses intentions » pour mieux prendre les Québécois de court avec un nouveau référendum dès qu'elle prendra le pouvoir.

« Elle cache ses intentions, c'est clair que Mme Marois ne veut pas parler de son référendum parce qu'elle aime mieux prendre les Québécois par surprise. Elle a dû plier les genoux devant les extrémistes de son parti sur cette question, c'est connu. », a-t-il dit.

Alors que les Québécois « ne veulent pas de référendum », Mme Marois veut utiliser « leur argent » pour plonger le Québec dans un nouveau débat sur la souveraineté, a-t-il ajouté.

À Terrebonne, la chef péquiste a admis qu'elle consacrerait, une fois au pouvoir, « quelques dizaines de milliers de dollars » pour la mise à jour des études sur la souveraineté.

Pour le reste, rien ne sera fait en cachette, a insisté Mme Marois.

La chef péquiste a soutenu que c'est plutôt Jean Charest qui a plié les genoux. « Il a

plié les genoux devant le crime organisé, il a plié les genoux devant ceux qui ne veulent pas qu'on défende notre langue », a-t-elle dit.

[Jean Charest, référendum, souveraineté, Parti Québécois \(PQ\), élections Québec 2012](#)

-----Le Devoir, Pierre Demers.

LE DEVOIR.com

Votre commentaire n'a pas été retenu puisqu'il ne respecte pas un ou plusieurs éléments de notre politique de [participation aux commentaires](#). Nous vous invitons à la consulter et à nous soumettre votre commentaire à nouveau si vous le désirez.

Détail du commentaire :

Merci M. Charest!
"Marois répare un référendum-surprise, selon Charest."
Selon vous, il n'y a guère d'hésitation possible. Les Québécois voulant appuyer la LISULF et ses fins, dont l'accès du Québec à l'indépendance que nous attendons depuis 1760, se trouvent éclairés et dirigés par vous: ils doivent voter Pauline Marois et Parti Québécois!
Pierre Demers physicien LISULF 14VIII2012

LE DEVOIR.com [À propos du Devoir](#) | [Nous contacter](#)

Le Devoir 2050 rue de Bleury, 9ième étage, Montréal (Québec) H3A 3M9 514 985-3333
Copyright Le Devoir 2009. Tous droits réservés. Usage strictement personnel. L'utilisateur reconnaît avoir lu et accepté les Conditions d'utilisation du site [ledevoir.com](#)

De Daniel Roy. BRAVO Madame Marois! 22 août 2012 22:09:06

BRAVO! BRAVO! BRAVO! Madame Marois. Vous nous avez éblouies lors du débat de ce soir contre M. François Legault. Vous aviez toutes les réponses. Vous avez dominé le débat. Vous avez démontré que vous avez l'étoffe d'une première ministre. Si je pouvais, j'écrirais un livre rempli d'éloges concernant votre personne lors de ce débat. Vive un gouvernement souverainiste, le 4 septembre! Vive un pays du Québec!

Merci Madame Marois et bonne chance le 4 septembre!

Daniel Roy, CPA, CA



-----O-----

FN, racisme et Francophonie
******* L'OIF à Kinshasa en**
octobre 2012 ?
Dominique Beaulieu
Re Yamina Benguigui

Quel con ce François Hollande, 25VIII2012 17:35:56 HAE

Message au FN : est-ce que le FN compte se pointer à Kinshasa? C'est le moment de démontrer que la Francophonie est au coeur de la politique étrangère du FN. Et ça va fermer le clapet à ceux qui vous traitent de racistes et d'extrême-droite. L'extrême-droite n'est pas toujours là où l'on pense.

Source : <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20120824095621/droits-de-l-homme-oif-joseph-kabila-sommet-de-la-francophonieexclusif-francois-hollande-participera-au-sommet-de-la-francophonie-a-kinshasa-en-octobre.html>

"Le président français conditionnait sa venue à des avancées concrètes en matière de démocratie et de respect des droits de l'Homme et notamment à une réforme de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), qui garantirait la transparence des futures élections provinciales, ainsi qu'au jugement des « [vrais coupables](#) » dans [l'affaire Floribert Chebeya](#)."

On ne va pas au sommet de la Francophonie parce que les pays y sont démocratiques, on va au sommet de la Francophonie parce que cette organisation est supposée travailler au rayonnement du français et que c'est le devoir de la France d'y être. Ceux qui devraient s'abstenir d'y aller sont les pays dont la première langue étrangère étudiée, démographiquement et chronologiquement, n'est pas le français. Un traité contraignant s'impose. Il est préférable d'avoir 40 pays francophones plutôt que 70 pays dont 30 sont hypocrites.

Le président congolais devrait, lui, conditionner la venue de François Hollande à des progrès quant à l'usage de la langue française par la France dans les sciences, les relations intra-européennes, dans la langue d'enseignement des universités, etc.

Le premier critère qui doit nous guider le soutien à tel ou tel président africain est s'il est francophile ou pas. ...

Et quand allons-nous cesser d'écrire Rwanda? Suggestion à l'ASULF :-) En français, le "w" se prononce comme en allemand. On ne dit pas un "ouagon" mais bien un "vagon"

(pour le mot wagon). Mais avec la quantité de mots anglais ou autres commençant par "w", il y a eu une dérive. D'ailleurs, le w ne sert qu'aux mots d'origine étrangère. Y a-t-il un seul mot d'origine française contenant un "w"? Je serai curieux. Un linguiste m'a dit que le "w" avait été introduit en français pour les mots d'origine étrangère.

Tiens, je vais lui écrire à Joseph Kabila.

Dominique Beaulieu
Étudiant au doctorat

NDLR. La ministre à la Francophonie Yamina Benguigui a fait une visite exploratoire à Kinshasa. 31VII2012

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/republique-democratique-du-congo/la-france-et-la-republique-1219/visites-8979/article/deplacement-de-yamina-benguigui-a>

S'intéressera-t'elle un jour au Québec, partenaire avec la France de la Francophonie-Atlantique ?



******* *******
********* **Vo**tre cotisation 2012.
Grande campagne de cotisations.
Tous ensemble en 2013.
Pour le français en science.
Pour la libération nationale.
Nous avons des chances de réussir.

LISULF

Ligue internationale des scientifiques pour l'usage de la langue française

Président Pierre Demers, physicien
1200, rue Latour, Saint-Laurent Qc. H4L 4S4
514-747-2308
www.er.uqam.ca/nobel/c3410/quebecium.html
courriel: pierre_demers@sympatico.ca

COTISATION ANNUELLE 25,00\$

ÉTUDIANT 10,00\$

ANNÉE : 20_____

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Téléphone: _____ Cell: _____

Courriel _____

Chèque au nom de la LISULF

La LISULF a été créée comme corporation sans but lucratif en 1979 au Québec sur l'initiative de scientifiques et de citoyens du Québec, de France et de Belgique. Elle a l'entité juridique au Québec, en France et en Belgique. La LISULF recherche des adhérents scientifiques ou non qui veulent apporter leur appui moral et financier à son action. Pour adhérer et pour recevoir Science et Francophonie sur papier, communiquez à l'adresse donnée ci-haut.

Imprimez et employez ce quoi ci-dessus ou encore, envoyez votre chèque 25\$ Can ou 25 Euros avec vos adresse, No de téléphone et adresse courriel ordre LISULF à 1200

Latour, St. Laurent Qc H4L 4S4

Cotisation corporative 200\$ Can ou 200 Euros.

Étudiant 10\$ Can ou 10 Euros.

Don : illimité.

•

Sincère mais trop pauvre? Quand même! 0\$ Can ou 0 Euro.

(La Fortune sourit aux audacieux.)

-----O-----

-----O-----